

L'étai se resserre sur le parti néonazi

Slovaquie La police a inculpé Marian Kotleba, le chef des néonazis, et la justice veut dissoudre son parti.

Laure de Charette
Correspondante en Europe centrale

Ils ont rangé leurs uniformes noirs, inspirés de ceux des milices pronazies actives durant la Seconde Guerre mondiale. On les voit désormais défilier dans les rues de Bratislava, la capitale, en polo vert. Au printemps, les gros bras du parti, crânes rasés et tatouages sur les bras, patrouillaient dans les gares dans cette même tenue. Mais le discours des membres du parti l'SNS, le Parti populaire Notre Slovaquie, n'a pas changé d'un poil : ils s'en prennent aux Juifs, aux migrants, aux Roms, traités tour à tour de violeurs, d'animaux ou de parasites.

Leur chef, Marian Kotleba, a remis en mars trois chèques de 1 488 euros à des familles pauvres. Or, le chiffre 14 se réfère au concept des "14 mots" établi par un raciste américain notoire, et le 88 signifie "Heil Hitler", le h étant le huitième chiffre de l'alphabet. Est-ce la provocation de trop ? Fin juillet, la nouvelle brigade de police dédiée à la lutte contre l'extrémisme a annoncé l'inculpation de Marian Kotleba. Il risque trois ans de prison ferme.

La police enquête sur le financement présumé du Parti populaire Notre Slovaquie par la Russie.

Ce n'est pas la première fois qu'il est poursuivi : en 2005, il avait été inculpé pour avoir distribué le programme de son parti en uniforme. Après quatre ans d'instruction, il avait finalement été blanchi. Cette fois, s'il est condamné, il perdrait aussi le siège de député qu'il occupe, comme quatorze de ses acolytes extrémistes, depuis sa victoire aux élections de mars 2016. Ce n'est pas tout : la police enquête sur le financement présumé du parti par la Russie. Et le parquet a demandé en mai à la Cour suprême l'interdiction de l'SNS, au motif qu'il "vise à détruire le système démocratique de la Slovaquie" et "viole la Constitution, les lois et les traités internationaux".

Si le parti est dissous, les élus conserveront leur mandat mais en tant qu'indépendants, et le parti perdra les 2,1 millions d'euros que l'Etat doit encore lui verser au titre de son score électoral (8 %).

Des martyrs ?

Acculé, Marian Kotleba a dénoncé "la méthode des oligarques pour lutter contre le seul vrai parti d'opposition du pays" et "une tentative de l'empêcher de remporter les élections régionales" en novembre.

Reste à savoir comment réagiraient les Slovaques en cas de chute de Kotleba et ses sbires. "Une partie de l'opinion les verrait comme des hommes politiques persécutés, mais une autre pourrait les considérer comme des martyrs", prévient l'expert en extrémisme Tomas Nociar dans le quotidien local "SME".